

Ecolo, le phénomène électoral ondulatoire

PARTIS Le parti vert monte, puis descend au gré des scrutins. Explications

- ▶ D'un scrutin à l'autre, les verts peuvent enchaîner triomphe après défaite.
- ▶ Une instabilité qui interpelle, y compris en interne.
- ▶ Car, alors que les sondages promettent le succès en 2019, le parti écologiste aimerait consolider pour de bon.

Qu'est-ce qui est vert, qui monte et qui descend ? Réponse : Ecolo, d'une élection à l'autre. Les écologistes francophones cultivent cette particularité de connaître de fortes poussées électorales, suivies, au scrutin suivant, de sérieux revers. Et, au terme d'une année marquée par le thème de la gouvernance, éco-carburant politique des verts, la tendance semble devoir se confirmer au vu des derniers sondages : après la défaite des élections régionales et fédérales de 2014, Ecolo est donné en hausse. Au point d'espérer lutter avec le PTB pour la place de troisième parti wallon et de viser le premier accessit à Bruxelles en 2019.

Ce parcours en dents de scie n'est pas récent, comme en témoigne notre infographie, qui remonte jusqu'à 1995. « Il faut même aller plus loin, jusqu'en 1991, année de notre première grande victoire », insistent plusieurs mandataires verts. Car, évidemment, Ecolo est conscient de ce problème. Des ateliers thématiques, groupes de travail et autres journées de réflexion ont déjà été consacrés au sujet.

« La principale explication est à trouver dans la structure de l'électorat écologiste, explique Simon Willocq, professeur de sciences politiques (ULB). PS et MR disposent d'un noyau dur d'électeurs fidèles qui est très large. À l'inverse, celui d'Ecolo est plus restreint. » Et cela, note encore le politologue, dans un contexte de « volatilité électorale » accentuée : ainsi, si 15 % des électeurs belges francophones changeaient de parti entre deux élections dans les années 80, ils étaient près de 40 % en 2014. « Le noyau dur d'Ecolo représente 6 à 7 % en Wallonie et 8,5 % à Bruxelles », précise-t-il.

Une explication avancée également par Zoé Genot, députée bruxelloise. « Il y a chez nous un noyau de base plus petit que dans les autres partis, qui sert moins d'amortisseur en période difficile.

Les autres électeurs, il faut aller les chercher chez les autres partis. »

Une assise électorale moins solide, des électeurs qui vont comme les oiseaux, annonçant le printemps ou l'hiver pour les verts... Tout cela ne dit pas encore pourquoi Ecolo performe à certains moments dans les sondages puis dans les urnes.

Qu'est-ce qui fait monter Ecolo ?

Un regard assez rapide sur les cycles d'Ecolo semble indiquer que le parti se ressource quand il est dans l'opposition. Et qu'à l'inverse, la participation gouvernementale abîme sa popularité. « On n'a pas encore assez d'expérience pour tirer ce genre de conclusions, estime un écologiste de longue date. En 1997, on atteint 14 % et en 1995, on recule à 10 %, en étant resté dans l'opposition. À l'inverse, en 2004, on obtient 8,3 % et on entre dans la majorité bruxelloise. À la sortie, on double notre score. Et entre 2009 et 2010, on recule plus qu'en 2014, alors qu'on ne parle pas encore du photovoltaïque. » « Et au niveau communal, nous sortons en général renforcés après avoir participé à une majorité », insiste Patrick Dupriez, coprésident du parti.

Toujours est-il que le travail parlementaire des verts ne paie jamais autant que dans l'opposition. « Notre force, c'est aussi la contagion culturelle, complète un député. Nos idées percolent même quand nous sommes dans l'opposition, comme sur le glyphosate ou le Ceta. » « Les gens se rendent compte que nous avons une conception de la démocratie et du contrôle du gouvernement par le parlement, estime Gilles Vanden Burre. Et systématiquement, nous proposons une alternative. »

Un peu court pour embrasser un phénomène aussi complexe. Le contexte ne serait pas étranger aux poussées vertes.

La preuve : voici douze mois, Ecolo poursuivait sa revalidation dans l'opposition des assemblées parlementaires du royaume. Puis sont survenus Publifin, l'ISPPC, le Samusocial, le « coup » du 19 juin et les œufs au sifonil. Et voici la gouvernance, d'un seul coup, remise à l'avant-plan.

« Quand l'actualité met en évidence des thématiques pour lesquelles nous sommes clairement identifiés, cela nous est favorable, reconnaît Patrick Dupriez. Mais il ne faudrait pas en conclure qu'il faut une crise pour qu'Ecolo gagne une élection. Parce que si ce contexte nous est favorable, c'est parce qu'un travail de fond est mené en amont. » « Ce n'est pas un coup de chance, insiste Philippe Defeyt, ancien secrétaire général d'Ecolo (1999 - 2003). C'est parce que nous nous sommes attaqués à un certain nombre de problèmes qui attirent l'at-

tention sur des dysfonctionnements. Et cela vient crédibiliser nos positions. »

« L'élément qui fait à chaque fois revenir l'électeur, c'est la constance de certains objectifs, commente Pierre Verjans, politologue (ULg). L'arrêt du nucléaire, les questions sociétales, sociales et environnementales, de gouvernance... » « Les moments où l'on monte, complète le coprésident d'Ecolo, sont ceux où l'on a la possibilité d'expliquer ce que sont les préoccupations écologistes et le lien avec ce que les gens vivent. » Une période qui semble mieux cadrer avec l'opposition, la participation à la gestion publique générant une urgence qui rend cette démarche plus compliquée.

Simon Willocq, lui, se montre plus nuancé. Pour le politologue de l'ULB, au-delà de son noyau électoral, Ecolo serait un second choix pour les déçus du PS sur les questions socio-économiques et les écœurés de la mal-gouvernance des partis traditionnels, lorsque des scandales éclatent. « Certains succès d'Ecolo s'expliquent par sa capacité à séduire ces électeurs », résume-t-il. Deux paramètres sur lesquels le parti n'a guère de prise.

Qu'est-ce qui fait descendre Ecolo ?

Le contexte servirait également d'explication pour les défaites électorales des verts. Les vols de nuit et Francorchamps en 2003, le photovoltaïque en 2014... « L'expérience de 1999 a été la première d'Ecolo, rappelle Patrick Dupriez. On a alors connu des difficultés à assumer notre participation. On n'assumait pas avec fierté nos réussites et on pointait nous-mêmes nos échecs, jusqu'à la démission de nos ministres. La participation de 2009 a été très différente, poursuit-il. On a alors poussé très loin la loyauté envers nos partenaires, jusqu'à l'excès. Le photovoltaïque en a été l'exemple : on a recherché une solution plutôt que de jouer la tactique politicienne. »

Et puis il y a l'économie : quand elle ralentit, le parti vert n'est pas perçu comme une « valeur refuge » par l'électeur. Un peu comme si l'écologie relevait du luxe politique en période de crise.

La vie en coalition serait également plus dure pour les verts. « Dans un tel système, on ne parvient pas toujours à réaliser tout son programme ni même tout son programme de gouvernement, relève Pierre Verjans. Car les partenaires ne sont pas de bonne foi et retardent les projets d'Ecolo. » Un point de vue que confirme Patrick Dupriez en rappelant les longs débats sur le CoDT au niveau wallon.

Ecolo véhicule également une image de naïveté auprès de ses partenaires.

Pourtant, poursuit le politologue, « entre 1999 et 2009, leur capacité à trouver des professionnels de la gestion s'est améliorée. Les négociations gouvernementales avaient d'ailleurs été plus dures en 2009 qu'en 1999. » Ce qui n'empêche pas certaines maladroites, reconnaît Philippe Defeyt. Car quand les verts héritent du valet de pique dans le débat public, ils peinent souvent à s'en débarrasser. « Et notre travail met du temps à se cristalliser dans la population, complète Gilles Vanden Burre. C'est un effet à long terme. »

De plus, Ecolo est un parti dont la base accorde le moins de concession au sommet. « Nous sommes sans doute plus exigeants vis-à-vis de nous-mêmes, par rapport à l'idée que nous nous faisons de la chose publique », observe Zoé Genot. « C'est le syndrome de l'élève parfait : on veut tout réussir », résume Patrick Dupriez. « Ecolo éprouve des difficultés à faire des compromis et sa base n'accepte pas certaines concessions », rappelle Simon Willocq en soulignant

qu'une partie des troupes écologistes provient du milieu associatif, où la méfiance à l'égard du pouvoir et des ambitions personnelles (au détriment du collectif) sont très fortes. « Ecolo est le seul parti où une AG peut destituer ses dirigeants », achève-t-il.

Et demain ?

Pour Ecolo, à qui les sondages promettent le succès en 2019, l'enjeu est dès à présent de définir comment conserver ce capital électoral. Dans un contexte que Simon Willocq dépeint comme plus difficile désormais, Ecolo subissant la concurrence du PTB comme « aiguillon » du PS et de Défi sur l'éthique publique.

« Ceux qu'on captait en 1999 et 2009, les déçus de la politique, sont soumis à une plus grande concurrence électorale, reconnaît un cadre du parti. Mais c'est ça qui est intéressant : on progresse, ce qui signifie qu'on capte davantage de gens sur un vote d'adhésion, à savoir

l'espoir que représente Ecolo pour une partie de la population. Je suis persuadé qu'on ne réitérera pas le résultat de 1999 en 2019 mais la consolidation sera plus forte. »

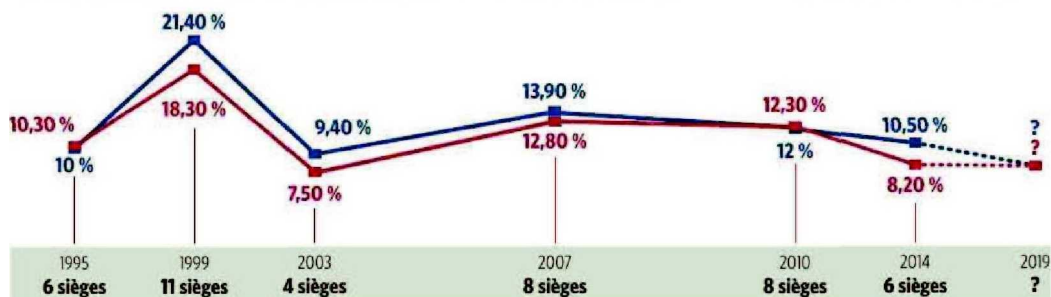
« Ce qu'on a gagné et qu'on ne peut plus nous enlever, c'est l'expérience, insiste Patrick Dupriez. Mais on doit avoir désormais une posture claire et des propositions identifiables. » D'autant que le contexte sociétal semble évoluer : circuits courts, participation citoyenne, développement durable... « Je suis convaincu qu'il y a une lame de fond dans la société, une aspiration au changement, poursuit-il. On voit partout des choses qui émergent. Le défi, c'est de montrer que nous sommes l'expression politique de ce changement. » « Les attentes citoyennes sont en train de changer, plaide Muriel Gerken. Elles correspondent à un mode de gestion de la chose publique que nous portons. Mais du coup, nous devons être à la hauteur. Car rien n'est jamais acquis. » ■

PASCAL LORENT

Des scores électoraux en dents de scie

Elections législatives — Votes en Wallonie — Votes à Bruxelles

ecolo



Elections régionales — Wallonie — Bruxelles



Événements (Rouge = les événements qui ont affaibli le parti)

1994	1996	1999	1999 - 2002	2005 - 2006	2008 - 2009	2014	2016 - 2017
Ecotaxes	Affaire Dutroux	Crise de la dioxine	Francorchamps	La Carolo	Le Forem Mission wallonne en Californie	Photovoltaïque	Publifer 2017 Samusocial Coup du CDH Eufs contaminés au fipronil
			2003 Vols de nuit				